

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

Russie-Afrique : pour un développement intégré

LE président russe a insisté sur les potentialités de croissance du continent. C'était lors de la cérémonie d'ouverture du forum économique qui précède le "Sommet Russie-Afrique". Assises qui se tiennent dans le Parc des Sciences et Arts Siruis de Sotchi.

J.KOMBILE.MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

LE président russe, Vladimir Poutine, a ouvert, hier, à Sotchi, le forum économique qui s'inscrit dans le cadre du premier "Sommet Russie-Afrique". En présence d'une dizaine de chefs d'État et de gouvernement africains, dont le président égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi. Le Gabon, y est représenté par le Premier ministre, chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, qu'accompagnent plusieurs membres de son équipe gouvernementale, tels les ministres Jean-Fidèle Otandault (Promotion des Investissements) et Noël Mboumba (Pétrole).

Selon le service presse de la Pri-

mature, deux interventions ont situé le contexte et les perspectives de cet événement. Cela en conformité avec le contenu de l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) qui milite pour une "Afrique intégrée et homogène". Il s'agit notamment de celles du président russe Vladimir Poutine, et de son homologue de la République arabe d'Égypte, Abdel Fattah Al-Sissi.

Le dirigeant russe a, lui, appelé à l'élaboration d'un "cadre de développement intégré entre son pays et l'Afrique", en insistant sur "les immenses richesses et les potentialités de croissance du continent".

Pour ce faire, Vladimir Poutine a laissé entendre que les entreprises russes sont disposées à apporter leur savoir-faire dans



Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, à l'ouverture du « Sommet Russie-Afrique ».

les domaines des industries extractives, l'agriculture, la santé, l'éducation, la modernisation des infrastructures énergétique, de transport, de la communication, etc. Tout en intensifiant les échanges commerciaux entre la Russie et l'Afrique, estimés l'année dernière à 20 milliards de dollars. Sur le plan bilatéral, au cours de la même année, les échanges entre le Gabon et la Russie se sont élevés à 65 milliards de nos francs.

Intervenant à son tour, le président en exercice de l'Union africaine (UA), par ailleurs co-

président des assises de Sotchi, le chef de l'État égyptien, Abdel Fattah Al-Sissi, a, pour sa part, exprimé l'ambition de développement du continent, conformément à l'Agenda 2063 de l'UA. Lequel vise à faire de l'Afrique, une zone de prospérité, de paix, de croissance et un acteur majeur des relations internationales à l'orée de cette année.

Il faut souligner qu'au terme de la phase d'ouverture, les participants ont abordé différents thèmes allant des "technologies nucléaires au service du développement de l'Afrique" aux

"minerais africains au profit des peuples d'Afrique". Tout en se penchant sur la lutte contre le terrorisme, la criminalité transfrontalière, la cybercriminalité et autres dangers et menaces qui planent sur la sécurité régionale et mondiale.

A noter également qu'à l'issue de la clôture du sommet, un document commun devrait être adopté lors de la conférence de presse que devraient conjointement animer Vladimir Poutine et son homologue Abdel Fattah-Al-Sissi.

Le nouveau Code pénal magnifié à Marrakech

INVITÉ récemment à la 2e édition de la Conférence internationale sur la Justice qui s'est tenue au Maroc, le ministre d'État en charge de la Justice, Égard Anicet Mboumbou Miyakou, a vanté les mérites des réformes entreprises au Gabon en vue de l'assainissement du climat des affaires.

Yannick Franz IGOHO
Libreville/Gabon



Anicet Mboumbou Miyakou s'entretient ici avec son homologue marocain.

PARTAGER les expériences, et par la même occasion mutualiser les efforts fournis par les différents États, telle a été la trame de la 2e édition de la Conférence internationale qui s'est tenue du 21 au 22 octobre courant à Marrakech au Maroc. Le Gabon a été représenté par le ministre d'État, Garde des Sceaux, Anicet Égard Mboumbou Miyakou. Le membre du gouvernement n'a pas manqué de faire la promotion de la récente réforme

du cadre juridique et judiciaire gabonais. Citant le nouveau Code pénal et la création des Tribunaux de commerce et du Travail, dans l'objectif de lutter contre la mauvaise gouvernance économique.

"(...) Le Gabon s'est engagé dans un vaste chantier de réformes qui a abouti à la promulgation de plusieurs textes tendant à renforcer la sécurité juridique et judiciaire des investisseurs. Lesdits textes ont permis la création des tribunaux de commerce et des tribunaux de première instance", a-t-il expliqué à l'assistance. Et d'ajouter : "Ces textes ont

également créé des formations spécialisées au sein du tribunal de première instance et de la cour judiciaire de Libreville, appelées à connaître les infractions relatives aux nouvelles formes de criminalité, notamment le terrorisme, le blanchiment des capitaux et d'autres infractions à caractère économique".

Pou rappel, cette deuxième conférence a eu pour thème : "Justice et Investissement : défis et enjeux". Les participants se sont accordés sur l'impérieuse nécessité d'améliorer le climat des affaires dans leurs pays respectifs.